



L'Union pour la Méditerranée et l'Education au Développement Durable

Avril 2024

Activité 4.3 du programme WES. Soutien général au travail de l'UpM sur l'eau et
l'environnement

Tâche 2 : Développement de notes politiques, de fiches de
connaissance/sensibilisation, etc.



A propos de WES

Le projet « Water and Environment Support (WES) in the ENI Neighborhood South Region » est un projet d'appui technique régional financé par l'Instrument européen de voisinage (IEV) Sud. Il vise à protéger les ressources naturelles dans le contexte méditerranéen et à améliorer la gestion des rares ressources en eau dans la région. WES vise notamment à résoudre les problèmes liés à la prévention de la pollution et à l'utilisation rationnelle de l'eau.

WES capitalise sur les précédents projets régionaux similaires financés par l'Union Européenne (UE) (Horizon 2020 CB / MEP; SWIM SM; SWIM-H2020 SM) et s'efforce de créer un environnement favorable et d'accroître les capacités de toutes les parties prenantes des pays partenaires (PP).

Les pays partenaires du WES sont l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Lybie, la Palestine, la Syrie et la Tunisie. Toutefois, afin de garantir la cohérence et l'efficacité du financement de l'Union Européenne ou de promouvoir la coopération régionale, l'éligibilité d'actions spécifiques pourra être étendue aux pays voisins de la région du voisinage sud.

À propos de ce document

Depuis son lancement par les ministres de l'environnement et du changement climatique de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2014 et à travers différents domaines d'action, l'UpM a fait progresser la Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable (SMEDD) aux plus hauts niveaux. Cette publication vise à résumer le travail considérable accompli à ce jour.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ :

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du projet WES et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



Contents

1. L'Education au Développement Durable.....	5
2. La Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable (SMEDD) ...	6
3. Le plan d'action de la SMEDD (2016) et sa révision en 2022	8
4. Le rôle de l'UpM dans la promotion de la stratégie méditerranéenne pour l'EDD ..	11
5. Approches de l'UpM dans la promotion de l'EDD	14
6. Liens avec d'autres processus d'EDD aux niveaux régional et mondial	16
7. La voie à suivre	17
Références (liens)	18

List of Tables and Boxes

Table 1. Objectives de la SMEDD	7
Table 2. Réalisations grâce à l'application du plan d'action 2016 du SMEDD	9
Table 3. Considérations pour la révision du plan d'action 2016 de la SMEDD	10
Table 4. Domaines prioritaires de la SMEDD soutenus par l'UpM	11
BOX 1. Renforcement des capacités de l'UpM dans le domaine des systèmes alimentaires ..	15



Abréviations

- CEE-ONU : Commission économique des Nations unies pour l'Europe
- EDD : Éducation au développement durable
- LEA : Ligue des États arabes
- ODD : Objectifs de Développement Durable
- PNUE/PAM : Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'Environnement
- SMEDD : Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable
- UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
- UpM : Union pour la Méditerranéen



1. L'Education au Développement Durable

L'épuisement et la pollution des ressources naturelles, le changement climatique et la perte de biodiversité dans la région méditerranéenne et au-delà, rendent plus urgent que jamais l'appel à une transition verte. La transition vers des économies et des sociétés économes en énergie et en ressources, avec des modes de consommation et de production durables et la neutralité climatique, gagne du terrain parmi les décideurs politiques, en particulier parce que les réalisations de la science et de la technologie fournissent des outils de soutien précieux.

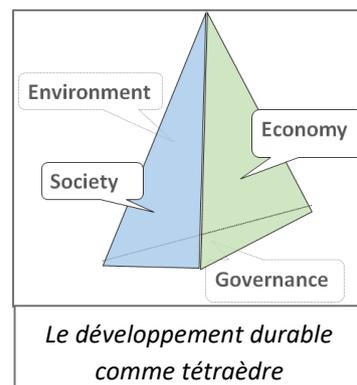
Parallèlement, des efforts sont déployés pour améliorer les systèmes et les politiques de gouvernance, alors que le grand public est de plus en plus conscient des problèmes et d'une série de solutions émergentes. Pour qu'une transition verte devienne rapidement concrète, juste et inclusive, l'ensemble de la société doit s'engager, et en particulier les jeunes et les femmes, qui ne sont pas encore pleinement impliqués en tant qu'agents clés du changement.

Une éducation bien conçue de tous types (formelle, non formelle et informelle) est essentielle et pourrait fournir les outils nécessaires pour accélérer la "transformation verte" en préparant des citoyens informés, compétents, conscients et responsables. L'éducation peut jouer un rôle central dans la promotion d'un mode de vie plus durable, en particulier grâce à sa capacité à :

- diffuser les connaissances acquises sur les alternatives disponibles et plus durables,
- sensibiliser aux grands défis, tels que le changement climatique et la dégradation de l'environnement
- motiver les individus à assumer la responsabilité de leur impact, et
- modifier les pratiques et les normes sociales non durables fondamentales.

La sensibilisation résultant de l'éducation aux modes de vie et aux sociétés durables est essentielle pour rendre ces changements radicaux acceptables.

L'Éducation au Développement Durable (EDD) va au-delà de l'éducation à l'environnement, en intégrant les dimensions sociales et économiques, la gouvernance et ses outils (voir le modèle du développement durable comme un tétraèdre) et vise non seulement à sensibiliser et à améliorer les connaissances sur les défis de la durabilité et les initiatives, tendances et objectifs majeurs, tels que les ODD, mais aussi, en parallèle, à développer les compétences, les comportements et les valeurs et à mobiliser l'action en vue de leur réalisation. En fait, l'EDD est le point d'entrée pour aborder toutes les questions liées au développement durable, en créant l'environnement favorable nécessaire et en renforçant les compétences transformatrices requises des individus, ainsi que pour l'engagement social collectif et l'action en faveur de sociétés et d'avenir plus durables. Ainsi, l'EDD est un élément clé qui permet aux apprenants de tous âges d'explorer des valeurs qui pourraient fournir, entre autres, une alternative aux sociétés de consommation et s'attaquer plus directement aux



modes de consommation et de production non durables des systèmes et pratiques économiques actuels.

Afin de faire progresser et de coordonner leurs efforts pour intégrer et promouvoir l'EDD de manière harmonisée en tant que région, les pays méditerranéens ont officiellement adopté la Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable (SMEDD) en 2014 dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et ont approuvé un plan d'action pour sa mise en œuvre deux ans plus tard en 2016, qui a été révisé et adopté en 2022 ("Plan d'action à l'horizon 2030"), comme cela est expliqué plus en détail ci-dessous.

À ce stade, la majorité des pays de la région ont mis en place une stratégie nationale sur l'EDD ou sont en train de mettre à jour leurs systèmes éducatifs en tenant compte de la SMDD et de son plan d'action à l'horizon 2030.

2. La Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable (SMEDD)

La [Stratégie Méditerranéenne d'Education au Développement Durable](#) (SMEDD) a été approuvée par [les ministres de l'Environnement et du Changement climatique de l'UpM à Athènes, le 13 mai 2014](#), dans le cadre de l'adoption de la Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique. La stratégie a été élaborée dans le cadre politique de l'UpM, en utilisant la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD comme modèle, grâce à un long processus participatif impliquant des experts internationaux et nationaux d'universités, de départements gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile du nord et du sud de la région, lors de plusieurs consultations qui ont été coordonnées scientifiquement par la chaire Université d'Athènes/UNESCO sur la gestion du développement durable et l'éducation en Méditerranée et soutenues techniquement par l'Initiative éducative méditerranéenne sur l'environnement et la durabilité (MEDIES) du Bureau d'information méditerranéen pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE). Nombre de ces activités ont été organisées dans le cadre du programme Horizon 2020 de renforcement des capacités/environnement méditerranéen financé par l'UE, qui s'est achevé en 2019 et est actuellement repris par le projet WES. Les actions demandées dans le cadre de la SMEDD s'alignent sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en contribuant à faire de l'éducation un élément central de la réponse de la région aux crises du climat et de la biodiversité et à d'autres défis environnementaux connexes.

La stratégie vise à permettre aux cadres éducatifs nationaux de soutenir l'EDD, de promouvoir la durabilité à tous les niveaux et dans tous les types d'éducation, de développer les compétences des éducateurs et de promouvoir le matériel, la recherche et la coopération en matière d'EDD.



L'objectif global de la stratégie est d'encourager les pays de la région à développer et à intégrer l'EDD à tous les niveaux et dans toutes les matières pertinentes de leurs systèmes éducatifs formels, ainsi que dans les initiatives d'éducation non formelle et informelle. La stratégie a été conçue de manière à ce que sa mise en œuvre soit guidée par les priorités et les initiatives des pays, qu'elle réponde à leurs besoins et circonstances spécifiques et qu'elle serve de cadre clair et flexible pour la réalisation de leurs agendas régionaux/mondiaux, mais aussi nationaux.

Table 1. Objectives de la SMEDD

- Veiller à ce que la politique, la législation et les autres cadres réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD.
- Promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel, non formel et informel.
- Donner aux éducateurs les compétences nécessaires pour intégrer le développement durable dans leur enseignement.
- Veiller à ce que des outils et du matériel adéquats pour l'EDD soient accessibles.
- Promouvoir la recherche et le développement de l'EDD.
- Renforcer la coopération en matière d'EDD à tous les niveaux dans la région méditerranéenne.

Depuis son lancement par les ministres de l'environnement et du changement climatique de l'UpM en 2014 et à travers différents domaines d'action, l'UpM a fait progresser l'agenda de l'EDD au plus haut niveau.

Il convient de mentionner que la SMEDD a été reconnue dans le rapport final de la Décennie des Nations unies pour l'EDD (DEDD, 2005-2014) présenté lors de la conférence mondiale de l'UNESCO à Nagoya (2014). Il a été présenté comme un exemple de meilleure pratique de politique régionale en matière d'EDD.

En outre, la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD) 2016-2025 du système de la Convention de Barcelone a reconnu la SMEDD comme partie intégrante de sa mise en œuvre. La SMDD promeut l'éducation, la sensibilisation et la recherche pour le développement durable (dans son orientation stratégique 6.4), et en particulier par la mise en œuvre de la SMDD. De plus, la déclaration d'Athènes de la 19^e réunion ordinaire des parties contractantes à la convention de Barcelone (Athènes, 2016) mentionne explicitement "*Conscients de la stratégie méditerranéenne d'éducation en vue du développement durable, résolu à renforcer la sensibilisation du public et le rôle de l'éducation dans la promotion de la durabilité et la mise en œuvre des ODD en Méditerranée*".



3. Le plan d'action de la SMEDD (2016) et sa révision en 2022

La stratégie elle-même prévoyait l'élaboration d'un plan d'action pour guider sa mise en œuvre et promouvoir les activités régionales et sous-régionales en matière d'EDD. Plus précisément, la disposition pertinente se lit comme suit : "*Un plan d'action quinquennal sera élaboré pour promouvoir les activités régionales et sous-régionales en matière d'EDD, y compris les activités de renforcement des capacités au niveau national, en tenant compte du programme d'action mondial pour l'EDD dans le cadre du suivi de la DEDD après 2014*".

Le plan d'action quinquennal a été conçu pour être un instrument de "nouvelle génération" servant de manière intégrée tous les principaux engagements internationaux des pays de la région en matière d'EDD formelle et non formelle, ainsi que d'EDD informelle et de sensibilisation, d'une manière facile à suivre par les administrations nationales, contribuant à réduire les chevauchements inutiles, les répétitions, les rapports et les coûts y associés.

Le Plan d'action (PA) était directement associé aux deux principaux processus régionaux méditerranéens, à savoir : la Stratégie méditerranéenne d'éducation au développement durable, dans le cadre de l'UpM, et la Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD) (2016-2025) de la Convention de Barcelone, coordonnée par le PNUE/PAM. Il a également encouragé la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en prenant en considération et en intégrant d'autres dispositions pertinentes découlant de processus et de cadres internationaux (UNESCO, CEE-ONU et Ligue des États arabes (LEA)).

L'objectif principal du plan d'action était de faciliter la mise en œuvre de la SMEDD par les pays de la région grâce à des activités appropriées des gouvernements et d'autres parties prenantes compétentes.

Le Plan d'action a été approuvé par la [Conférence ministérielle sur l'éducation au développement durable \(ministres de l'éducation\), qui s'est tenue à Nicosie \(2016\)](#) et, lors de cette même conférence, à la suite de consultations, le Comité méditerranéen pour l'EDD a également été créé. Le Comité a en fait réuni, pour la première fois, les principales organisations internationales actives dans la région, à savoir l'UpM, l'UNESCO, le PNUE/PAM, la CEE-ONU et la LEA. Outre les organisations internationales, les ministères de l'éducation de Chypre (présidence), de Croatie, de Grèce, de Malte et du Portugal, ainsi que le ministère de l'environnement de Jordanie, sont devenus membres du comité.

Il convient de noter que le plan d'action a constitué une contribution concrète au programme d'action mondial de l'UNESCO pour l'EDD (GAP) pour la période 2014-2019, et qu'il a en fait été sélectionné et présenté comme un projet phare du GAP de l'UNESCO.

Lors de la toute première réunion du groupe de travail de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique en mars 2017, le groupe a convenu de "souligner l'importance d'œuvrer pour accroître la sensibilisation et l'éducation aux questions liées à l'environnement



et au changement climatique, notamment en soutenant la mise en œuvre du plan d'action de la SMEDD".

Au cours de son déploiement quinquennal, le plan d'action a facilité la mise en œuvre de la SMEDD, la mettant en mouvement, en fournissant les éléments d'orientation suivants :

1. Domaines prioritaires pour les interventions institutionnelles et opérationnelles, avec des activités recommandées et une feuille de route indicative.
2. Un ensemble de programmes et de projets régionaux communs identifiés, de nature institutionnelle et non thématique.
3. Les domaines thématiques prioritaires pour les programmes régionaux.
4. Les indicateurs proposés pour le suivi des progrès.

Le tableau 2 présente quelques-unes des réalisations de la mise en œuvre du plan d'action au cours des cinq années prévues.

Table 2. Réalisations grâce à l'application du plan d'action 2016 du SMEDD

De 2016 à 2021 :

- **5** cadres politiques nationaux d'EDD ont été préparés, en tenant compte de la SMEDD et de son plan d'action.
- Au moins **11** sessions de formation physique et en ligne ("formation des formateurs") ont été organisées aux niveaux national et régional.
- **19** pays de la région ont bénéficié d'un soutien technique pour promouvoir l'EDD dans leur contexte national.
- **1.700** administrateurs et éducateurs ont participé à des formations interactives et à des dialogues.
- **1** projet phare de l'UNESCO/GAP a été consacré au plan d'action de la SMEDD.
- **1** Charte de durabilité a été préparée et adoptée par les universités grecques.

Malgré les défis socioculturels, politiques et économiques importants auxquels de nombreux pays de la région ont dû faire face depuis 2016 - notamment la pandémie de COVID-19, les tensions et les conflits et une crise globale des valeurs - les conditions et les systèmes éducatifs en place ont fait l'objet de réflexions considérables, et il est largement reconnu que l'EDD reste un instrument sûr et puissant pour faciliter un effort collectif en vue de la transformation décisive nécessaire pour s'approcher de la réalisation de tous les ODD.

Dans ce contexte, une révision participative du plan d'action a été menée en 2022. Le processus a pris en compte (a) les développements et les nouvelles dispositions de toutes les conventions,



stratégies et déclarations connexes (méditerranéennes et mondiales) et (b) les contributions et les apports d'un large éventail de parties prenantes et d'acteurs compétents. Le processus de révision a été coordonné par le Secrétariat technique du MCESD, tandis que l'UpM a activement contribué et facilité le processus. Le résultat final de cet effort participatif a été la formulation du "Plan d'action vers 2030" de la SMEDD.

Le [plan d'action à l'horizon 2030](#) a été adopté le 6 octobre 2022 par la réunion de haut niveau des ministres de l'éducation et de l'environnement de la Méditerranée, organisée dans le cadre de la 9e conférence "Un environnement pour l'Europe" (EfE9) qui s'est tenue à Nicosie (5-7 octobre 2022). Le plan d'action actualisé reflète de manière intégrée les principales dispositions et mises à jour des cadres internationaux et régionaux auxquels la SMEDD est étroitement liée (voir le tableau 3).

Table 3. Considérations pour la révision du plan d'action 2016 de la SMEDD

- L'adoption de [l'Agenda 2030 Greener Med](#) de l'Union pour la Méditerranée (2021).
- Le lancement de [la Décennie des Nations Unies pour l'Océanographie au service du Développement Durable](#) (2021-2030), dont l'un des éléments clés est l'initiation à l'océan.
- Conférence mondiale sur l'EDD organisée par l'UNESCO (Berlin, 17-19 mai 2021) ; [déclaration de Berlin sur "l'EDD pour 2030" et sa feuille de route](#).
- [Recommandation du Conseil de l'UE sur l'Education au Développement Durable](#) (2022).
- Le [cadre de mise en œuvre de la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD de 2021 à 2030](#).

Le plan d'action à l'horizon 2030 vise à développer les connaissances, les attitudes et les compétences - cognitives, socio-émotionnelles et comportementales - nécessaires aux habitants de la région pour apprendre, vivre et travailler de manière plus juste, plus créative, plus saine et plus durable pour une société et une économie verte.

Lors de la réunion de haut niveau des ministres de l'éducation et de l'environnement de la Méditerranée (Chypre 2022), un bureau a été désigné pour promouvoir le plan d'action révisé au niveau régional. Toutes les grandes organisations internationales actives dans la région ont reconfirmé leur engagement à le soutenir (UpM, PNUE/PAM, UNESCO, CEE-ONU, LEA), ainsi que les ministères de l'éducation de Chypre (présidence), de Grèce, du Liban et de Palestine et le ministère de l'environnement du Maroc. L'Union européenne soutient le processus par le biais du projet "Water and Environment Support (WES) in the ENI Southern Neighbourhood region" et du projet qui lui succédera pour la période 2024-2027/28.



4. Le rôle de l'UpM dans la promotion de la stratégie méditerranéenne pour l'EDD

L'éducation au développement durable, et plus particulièrement la Stratégie méditerranéenne pour l'EDD, a été un catalyseur essentiel des efforts de l'UpM en faveur de la transition verte/bleue et de l'économie circulaire dont la région a tant besoin. L'UpM a été le fer de lance au niveau mondial avec la déclaration de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique de 2014 qui a également approuvé la SMEDD, puis avec la déclaration ministérielle de 2021 sur l'environnement et l'action climatique, et l'approbation de l'agenda 2030 GreenerMed de l'UpM. En cours de route, plusieurs autres déclarations et documents politiques de l'UpM ont également vu le jour.

L'UpM, à travers ses processus, ses activités et ses initiatives, promeut constamment la SMEDD et son plan d'action dans tous ses domaines prioritaires, et en particulier ceux qui figurent dans le tableau ci-dessous.

Table 4. Domaines prioritaires de la SMEDD soutenus par l'UpM

- Domaine prioritaire 4 [SMEDD Art. 52-53] : Développement professionnel sur le développement durable et renforcement des capacités
- Domaine prioritaire 7 [SMEDD Art. 58-60] : Recherche interdisciplinaire
- Domaine prioritaire 8 [SMEDD Art. 61-62] : Soutenir la coopération en matière d'EDD au niveau régional
- Domaine prioritaire 9 [SMEDD Art. 64] : Promotion des forums régionaux et sous-régionaux
- Domaine prioritaire 10 [SMEDD Art. 65] : Coopération internationale et intersectorielle pour améliorer les connaissances et les compétences des professionnels et des décideurs en matière de développement durable.
- Domaine prioritaire 12 [SMEDD Art. 1 et 68] : Participation des jeunes, esprit d'entreprise, emploi, innovation, Green Deal
- Domaines prioritaires pour les programmes sur la recherche et la diplomatie scientifique impliquant des instituts et centres d'enseignement supérieur et de recherche de la région euro-méditerranéenne et du Moyen-Orient au sens large.

D'une manière générale, et à travers différents domaines d'action, l'UpM a fait progresser l'agenda de l'EDD aux plus hauts niveaux politiques. Plus précisément :

Dans la [deuxième déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue durable en Méditerranée](#) (février 2021), les ministres ont convenu de promouvoir l'amélioration de



l'alphabétisation océanique (marine) dans le cadre d'une approche plus large de l'EDD. Ils ont recommandé l'introduction et le soutien systématiques de l'EDD à tous les niveaux de l'éducation. Outre la maîtrise des océans, la déclaration ministérielle appelle spécifiquement à la nécessité de donner la priorité à l'éducation, à la formation professionnelle et au renforcement des capacités scientifiques, y compris au transfert de technologie afin d'anticiper les tendances technologiques transformatrices et de promouvoir des transitions justes. La déclaration appelle également à une utilisation accrue de la "Plateforme méditerranéenne des acteurs de l'économie bleue", gérée par le Secrétariat de l'UpM, afin de faciliter les liens et les contacts entre les réseaux éducatifs, l'échange d'expériences et d'outils éducatifs en matière d'EDD et de servir d'interface pour les programmes de mobilité et d'éducation. Enfin, les pays de l'UpM sont invités à collaborer dans les forums internationaux pertinents afin d'adapter les exigences en matière de formation et d'éducation pour les professions liées à la mer, compte tenu des développements technologiques et des engagements liés au climat.

Lors de la [2e réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et l'action pour le climat](#) (Le Caire, 2021), dans la déclaration adoptée, l'EDD a été prédominante dans ses liens avec tous les niveaux de l'éducation formelle, non formelle et informelle, y compris le développement d'environnements d'apprentissage transformateurs. Elle a abordé les questions environnementales les plus urgentes et les a conciliées avec l'économie et le développement, en promouvant une approche intégrée, en alignant ses priorités et ses objectifs sur l'Agenda 2030 et les ODD connexes, sur les Conventions de Rio (et les cadres post-2020 connexes) et sur d'autres conventions et cadres internationaux et régionaux clés tels que d'autres déclarations ministérielles pertinentes de l'UpM, la Convention de Barcelone et ses protocoles, la Stratégie méditerranéenne de développement durable et, bien sûr, la Stratégie méditerranéenne d'éducation au développement durable et son plan d'action. La deuxième réunion ministérielle a également approuvé [l'agenda 2030GreenerMed \("Vers 2030 : Agenda pour une Méditerranée plus verte - Contribuer à la réalisation des ODD environnementaux en Méditerranée"\)](#) et son plan de travail, en tant qu'outils de mise en œuvre résultant d'une période intense de deux ans de travail réalisé en collaboration avec les pays et les parties prenantes, reliant l'expérience locale aux processus de prise de décision aux niveaux national, régional et international.

L'agenda 2030GreenerMed définit l'agenda environnemental post-2020 de l'UpM et aborde les questions environnementales clés en Méditerranée qui nécessitent une coopération transfrontalière et intersectorielle. Son objectif principal est d'établir un cadre pour coordonner, rationaliser et promouvoir les efforts dans la région méditerranéenne - en impliquant les États membres et les parties prenantes dans une approche participative, afin de:

- soutenir la transition vers une économie verte, circulaire et socialement inclusive, fondée sur des pratiques de consommation et de production durables et des solutions basées sur la nature.
- prévenir et réduire la pollution sur terre, dans l'air et en mer.



- protéger, préserver, gérer et restaurer les ressources naturelles de la région méditerranéenne dans le cadre d'une approche écosystémique intégrée, incluant les dimensions terrestres, marines et côtières.

En outre, l'action climatique pour l'atténuation et l'adaptation est intégrée en tant que thème transversal hautement prioritaire au niveau régional.

Dans l'agenda 2030GreenerMed, l'EDD est traitée comme une question prioritaire horizontale qui englobe et intègre tous les axes prioritaires susmentionnés. En particulier, tel qu'approuvé par les 42 pays de l'UpM, l'agenda 2030GreenerMed met l'accent sur les points suivants :

- Liens avec l'EDD à tous les niveaux éducatifs de l'éducation formelle, non formelle et informelle, y compris le développement d'environnements d'apprentissage transformateurs qui induisent un changement positif des mentalités et inspirent des actions liées, par exemple, au comportement responsable du consommateur (alimentation, mode, etc.), au rôle, aux droits et aux responsabilités du consommateur, ainsi qu'au soutien des mouvements de consommateurs.
- Amélioration de la connaissance des océans et promotion d'une culture marine dans le cadre de l'approche globale de l'EDD.
- Promotion systématique de l'EDD à tous les niveaux de l'éducation et en dehors du système scolaire, avec la participation des parties prenantes compétentes, y compris l'échange de bonnes pratiques.
- Liens avec d'autres programmes pertinents liés à l'EDD, tels que "ESDfor2030" de l'UNESCO et le "Cadre pour la mise en œuvre de la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD de 2021 à 2030".

Dans la [déclaration ministérielle de l'UpM de 2022](#) sur la recherche et l'innovation, l'UpM a fait progresser les efforts visant à promouvoir l'inclusion de la science en tant qu'outil clé de sensibilisation aux ODD et à leur réalisation au sein des sociétés. Bien qu'il n'y ait pas de référence explicite à l'EDD, les priorités de mise en œuvre de l'EDD sont incluses, puisque la déclaration souligne : *"Le rôle positif de la diplomatie scientifique dans le renforcement de la coopération régionale en Méditerranée tout en développant les compétences et en promouvant la circulation des talents, en particulier dans les domaines du développement durable où la recherche et l'innovation jouent un rôle prépondérant, notamment dans l'action pour le climat, la santé, les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables dans les eaux marines et intérieures, et l'économie verte, circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources, y compris l'économie bleue durable"*. Il appelle également à relier les pratiques de recherche aux efforts plus larges en matière d'éducation en promouvant des actions transversales et habilitantes qui facilitent les feuilles de route pour la recherche et l'innovation, et en particulier *"le triangle de la connaissance comprenant la recherche - la continuité de l'éducation - l'innovation, qui comprend les principales parties prenantes suivantes : chercheurs, étudiants, entrepreneurs, responsables d'ONG et décideurs politiques ; promouvoir l'innovation en tant*



qu'outil pour renforcer les connaissances, les compétences, la formation professionnelle, les carrières et l'inclusion économique des diplômés et des chercheurs méditerranéens".

Les théories du changement et les voies d'impact annexées au texte ministériel se concentrent sur trois sujets étroitement liés au programme de développement durable : le changement climatique, les énergies renouvelables et la santé. L'éducation et le renforcement des capacités sont mis en avant dans ces agendas de recherche et d'innovation en tant qu'actions complémentaires, nécessaires à toute transition verte et juste.

5. Approches de l'UpM dans la promotion de l'EDD

Depuis l'adoption de la SMEDD, l'UpM a soutenu, généralisé et intégré les approches de l'EDD dans ses différents dossiers sectoriels et domaines thématiques spécifiques, en s'appuyant sur trois piliers d'action :

- 1. Soutenir les initiatives transdisciplinaires pertinentes en matière de développement durable :** Les exemples déjà mentionnés sont l'Agenda 2030GreenerMed de l'UpM, la feuille de route pour la mise en œuvre de la conférence ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue durable, la stratégie pour la jeunesse dans le domaine de l'eau, les feuilles de route pour la recherche et l'innovation et leur plan de mise en œuvre, l'initiative méditerranéenne d'Horizon Europe, etc. qui, entre autres, fournissent des cadres solides aux États membres de l'UpM et aux parties prenantes pour les guider dans la promotion du renforcement des capacités transdisciplinaires et des projets de recherche, en reliant les thèmes prioritaires de l'EDD aux pratiques de recherche et d'éducation. Même s'ils ne font pas spécifiquement référence à l'EDD, la Stratégie de l'UpM pour la jeunesse à l'horizon 2030 ¹et l'Agenda de l'UpM pour la jeunesse : Call to Action², incluent tous deux l'environnement et le changement climatique, ainsi que l'éducation et l'emploi comme domaines prioritaires.
- 2. Créer un environnement favorable à l'enrichissement mutuel des pratiques d'EDD par le biais de plateformes thématiques de dialogue impliquant toutes les parties prenantes.** L'UpM promeut efficacement et travaille régulièrement par le biais de plateformes thématiques où les représentants des pays - sous la direction de la coprésidence de l'UpM - font progresser le dialogue et les initiatives fortement liées à l'Agenda 2030 et aux ODD, avec de nombreux liens avec les aspects pertinents de l'éducation, de la science et du renforcement des capacités. En outre, l'UpM cherche à faire avancer les efforts pour un engagement politique plus important sur l'enseignement supérieur, qui reconnaîtra et promouvra également le cadre régional existant et les réalisations de la SMEDD à travers les universités, la recherche et les centres d'apprentissage. Les formats dans lesquels l'éducation et la science sont utilisées comme vecteurs de promotion du dialogue sur la

¹ https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2022/02/UfMYouthStrategy2030_dec2021_DEF.pdf

² https://ufmsecretariat.org/wpcontent/uploads/2023/11/UfM_YouthActionPlan_CoverAgenda_02.pdf



durabilité, tels que la diplomatie scientifique (une première conférence euro-méditerranéenne sur le développement durable s'est tenue en octobre 2023) et l'interface science-politique, clé dans de nombreux forums internationaux liés à la durabilité, tels que les négociations sur le climat, ou sur l'eau, la sécurité alimentaire et l'économie verte/bleue, sont particulièrement appropriés à cet égard.

BOX 1. Renforcement des capacités de l'UpM dans le domaine des systèmes alimentaires

Les travaux de l'UpM sur les systèmes alimentaires durables constituent un exemple concret de promotion du renforcement des capacités, des connaissances et des échanges scientifiques en matière de développement durable.

La plateforme SFS-MED

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIFEAM), le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et le Partenariat pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne (PRIMA) ont uni leurs forces dans une initiative multipartite pour les systèmes alimentaires durables en Méditerranée (Plateforme SFS-MED), en tant que projet affilié au Programme des systèmes alimentaires durables du Réseau One Planet. L'initiative SFS-MED vise à promouvoir le dialogue et la collaboration entre les pays méditerranéens et les parties prenantes alors qu'ils mettent en œuvre des efforts nationaux et locaux pour une transformation vers des systèmes alimentaires plus durables.

La plateforme organise également des webinaires techniques afin d'exploiter les connaissances et l'expertise d'un réseau de chercheurs, de praticiens du développement et de décideurs. Ils visent à renforcer le partage des connaissances et à stimuler le débat autour de thèmes pertinents pour la transformation des systèmes alimentaires en Méditerranée, l'échange entre pairs sur les résultats de recherches et d'études récentes, ainsi que la présentation d'actions réussies et inspirantes pour promouvoir l'opérationnalisation des approches des systèmes alimentaires.

3. Promouvoir le renforcement des capacités et le partage des connaissances en organisant des ateliers et des séminaires éducatifs sur les questions de développement durable.

L'UpM pilote des activités de sensibilisation et de formation, renforçant les compétences pour conceptualiser l'EDD et la mise en œuvre des ODD dans des domaines spécifiques. Avec ses partenaires, l'UpM organise et dirige : diverses activités de formation telles que celles liées à la diplomatie scientifique et à la durabilité en tant qu'outil pour développer la compréhension et le consensus entre les pays et les citoyens ; des webinaires sur la recherche et l'innovation dans les domaines du changement climatique, des énergies renouvelables et de la santé ; le renforcement des capacités sur l'employabilité et la durabilité (par exemple, le Forum 2022 de l'UpM sur l'innovation verte et l'employabilité,



créant des opportunités pour les universités, les gouvernements et le secteur des affaires d'échanger sur les meilleures pratiques en matière d'emplois verts innovants et d'éducation appropriée).

D'autres formations sont en cours sur la manière d'inclure les compétences vertes dans les programmes universitaires, en choisissant des secteurs pilotes importants pour la région méditerranéenne, tels que l'alimentation et l'énergie. En effet, l'éducation et la recherche jouent un rôle essentiel dans la promotion de carrières prometteuses dans les domaines du développement durable. Conformément à la déclaration ministérielle de l'UpM sur la recherche et l'innovation, qui a souligné la nécessité de renforcer les connaissances et les compétences pour l'inclusion des diplômés et des chercheurs méditerranéens en tant qu'outil pour renforcer les programmes de recherche et d'innovation dans la région, l'atelier de l'UpM sur les compétences vertes en Méditerranée (février 2024) répond à une préoccupation profondément ancrée dans les défis urgents de la région : des taux de chômage élevés chez les jeunes et les femmes, et un profond fossé de compétences entre l'enseignement supérieur et les demandes des employeurs. Reconnaisant le pouvoir de transformation de l'éducation et de la recherche, l'intégration des compétences vertes dans les programmes universitaires et les pratiques professionnelles est un moyen de contribuer activement à l'avancement de l'EDD dans le cadre d'une transition juste.

Démontrant le potentiel de relier la durabilité, l'éducation et l'innovation, l'UpM a également publié récemment "Green Innovation and Employability in the Med through the Triple Helix"³,³ où l'écologisation de l'économie est mise en relation avec les défis environnementaux et socio-économiques, tels que l'emploi, les compétences et la mise à jour des secteurs de l'éducation et de la recherche. Dans ce contexte, l'économie verte n'est pas seulement considérée comme un défi, mais aussi comme une opportunité d'aider la jeunesse méditerranéenne à trouver des parcours professionnels et les pays à opérer une transition stratégique vers l'écologie.

6. Liens avec d'autres processus d'EDD aux niveaux régional et mondial

La Stratégie méditerranéenne d'éducation au développement durable et son Plan d'action à l'horizon 2030 constituent le cadre régional clé dans lequel et par lequel l'UpM est liée aux principaux processus régionaux et mondiaux d'EDD, à savoir l'"EDD pour 2030" de l'UNESCO et le "Cadre pour la mise en œuvre de la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD de 2021 à 2030".

³ <https://ufmsecretariat.org/publication-speech/green-innovation-employability-in-the-med/>



Le plan d'action de la SMEDD à l'horizon 2030 combine et reflète les dispositions et engagements clés des cadres politiques susmentionnés et, par conséquent, la promotion et la mise en œuvre de la SMEDD couvrent simultanément les priorités et recommandations mondiales. Cela est particulièrement important pour les pays méditerranéens membres de la CEE-ONU, car cela permet d'éviter la duplication des efforts et des rapports.

L'initiative de l'UNESCO "L'EDD pour 2030" vise à mobiliser l'action en faveur de l'EDD dans les domaines prioritaires suivants : politique, transformation des environnements d'apprentissage, développement des capacités, autonomisation des jeunes et action au niveau local, dont la plupart sont également des domaines d'intérêt de l'UpM. Comme l'"EDD pour 2030", qui cherche à encourager le partage et le transfert d'expertise et de pratiques par le biais de réseaux et de plateformes, l'UpM cherche également à faire de même au niveau méditerranéen.

Des convergences et des liens essentiels avec les domaines d'intervention de l'UpM concernant l'éducation et la jeunesse existent dans les quatre priorités/axes du cadre de la CEE-ONU pour la mise en œuvre de la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD de 2021 à 2030 : (a) éducation de qualité et EDD (b) approche institutionnelle globale (c) technologies de l'information et de la communication et EDD (d) esprit d'entreprise, emploi, innovation et EDD.

7. La voie à suivre

Comme l'a réaffirmé le secrétaire général adjoint de l'UpM pour l'enseignement supérieur et la recherche, M. Alvaro Albacete, lors de la réunion de haut niveau pour l'adoption du plan d'action de la SMDD à l'horizon 2030 à Nicosie, Chypre (6 octobre 2022), l'UpM s'engage à continuer à travailler à la promotion de la SMDD et de son plan d'action à l'horizon 2030, par le biais de son travail sectoriel sur l'environnement, l'économie bleue et verte, le changement climatique, l'éducation, la jeunesse, la recherche, et au-delà, en partenariat total avec ses partenaires internationaux et nationaux et ses parties prenantes.



Références (liens)

- The Mediterranean Strategy on Education for Sustainable Development (2014)
- Union for the Mediterranean (UfM) Ministerial declaration on Sustainable Blue Economy (2 February 2021)
- Declaration of the 2nd Union for the Mediterranean Ministerial Conference on Environment and Climate Action (4 October 2021)
- Declaration of the 1st Union for the Mediterranean Ministerial Conference on Research and Innovation (27 June 2022)
- Towards 2030: Agenda for a Greener Med “Contributing to Achieving the Environmental SDGs in the Mediterranean” (2030GreenerMed)
- [Action Plan towards 2030](#) of the Mediterranean Strategy on ESD (2022)
 - English: https://medies.net/wp-content/uploads/2022/11/MSESD_Action_Plan-towards-2030-EN.pdf
 - French: https://medies.net/wp-content/uploads/2022/11/MSESD_Action_Plan-towards-2030-FR.pdf
- Empowering sustainable futures through green skills:
<https://ufmsecretariat.org/empowering-sustainable-futures-through-green-skills/>

